

M A N I F E S T E
POUR LA RECONQUÊTE D'UNE ÉCOLE
QUI INSTRUISE



**Ne touchez pas au Baccalauréat,
diplôme national, organisé autour d'épreuves terminales et anonymes,
1^{er} grade universitaire ouvrant droit à l'inscription dans la filière
universitaire de son choix !**

Nous soussigné(e)s lançons cet appel compte tenu des projets du gouvernement d'imposer au cours du 1^{er} semestre 2018 une « réforme » du lycée et du Baccalauréat et d'introduire par son projet de loi ORE (Orientation et Réussite des Etudiants, ou « Plan Etudiants ») la sélection à l'entrée de l'université.

Aujourd'hui, le Baccalauréat est le 1^{er} grade universitaire : son obtention garantit le droit pour le lauréat de s'inscrire dans la filière universitaire de son choix. Or, la loi ORE, ce serait en particulier :

- **La possibilité pour les recteurs, en lien avec les universités devenues autonomes, d'opposer à ce droit, dans chaque filière universitaire, des capacités maximales d'accueil en constante réduction avec la politique d'économie budgétaire.** Là où il faudrait recruter des enseignants nécessaires et ouvrir des universités pour éviter le scandale du tirage au sort et des amphithéâtres bondés, le gouvernement veut définir dans le cadre d'une enveloppe fermée un nombre limité de bacheliers autorisés à poursuivre leurs études dans le supérieur !
- **L'obligation, université par université, département par département, de définir « les attendus » permettant de sélectionner les candidats...** La description de ces attendus dans le cadrage national (publié le 12 décembre 2017) est tellement exigeante que cela ouvrirait la voie à l'arbitraire le plus total... Ces critères de sélection organiseraient de fait la sélection sans critères !
- **L'obligation, pour les proviseurs de lycées et les enseignants de Terminale d'opérer une pré-sélection** en fonction de ces « attendus », en donnant sur des « fiches avenir » leurs avis sur les vœux des futurs bacheliers.

Aujourd'hui, l'existence du Baccalauréat comme diplôme national, organisé en épreuves terminales, anonymes, exige l'existence de programmes et horaires nationaux de la maternelle au lycée : en cela, il est la clé de voûte de toute l'école publique, laïque, nationale. Son existence oblige l'Etat à fournir dans toutes les écoles, collèges, lycées, les enseignants dispensant les connaissances disciplinaires nécessaires. Or le projet de réforme du lycée et du Bac mettra au centre l'instauration du contrôle continu qui ferait voler en éclats le principe républicain d'égalité et organiserait de fait la mise en place de diplômes maison et d'enseignements à contenus et volumes locaux.

Le « manifeste pour la reconquête d'une école qui instruit » (<http://manifestecole.fr>) lancé en mars 2016 et signé par plus de 1100 enseignants, parents, syndicalistes, etc., affirmait : « nous sommes devant une étape majeure : ou bien une école qui transmet des savoirs certifiés par des diplômes nationaux et des qualifications reconnus dans les conventions collectives et le Code du travail ; ou bien une école des compétences, de la déqualification au service de la déréglementation, éclatée en projets éducatifs de territoire, pour une société sans droits et sans règles, sauf celle du profit » : Plus que jamais, cette alternative est devant nous.

Enseignants, lycéens, étudiants, parents, salariés, syndicalistes, élus... :
nous sommes tous concernés ! C'est pourquoi nous nous adressons à tous.

**Pour la défense du Baccalauréat comme diplôme national,
organisé autour d'épreuves terminales et anonymes,
1^{er} grade universitaire ouvrant droit à l'inscription
dans la filière universitaire de son choix.**

**Ce qui exige :
abandon des projets du gouvernement
(loi ORE, « réforme » du lycée et du Bac) !**

Premiers signataires : **Arnaud Albarède**, syndicaliste enseignant (93) ; **Louis Bailly-Salins**, étudiant (69) ; **Jérôme Baray**, professeur en sciences de gestion à l'Université Paris-Est Créteil ; **Michel Barbe**, professeur agrégé de géographie, retraité (13) ; **Sylvie Bauer**, professeure de littérature américaine, Université Rennes 2 ; **Stéphane Beauvillain**, professeur des écoles (13) ; **Sylvie Boléa**, syndicaliste enseignante (69) ; **Tristan Beal**, professeur des écoles (92) ; **Soulef Bergounioux**, syndicaliste enseignante (94) ; **Christine Bourne-Chastel**, professeure agrégée de lettres classiques, retraitée (13) ; **Flora Bourne-Chastel**, comédienne (75) ; **Martine Brioude**, syndicaliste (13) ; **Anthony Buchert**, syndicaliste enseignant ; **Michel Bues**, PRCE 2 (54) ; **Rémy Candelier**, initiateur du *Manifeste pour la reconquête d'une école qui instruit* (76) ; **Sarah Chastel**, syndicaliste enseignante (94) ; **Joël Cholloux**, professeur retraité, syndicaliste (74) ; **Hervé Chuberre**, Dr. professeur agrégé de physique à l'ENSSAT (Univ. Rennes 1), syndicaliste et père d'une élève de première ; **Maryse Cohen**, enseignante de lycée (93) ; **Valérie Depaux**, professeur de lycée (42) ; **Franck Dory**, enseignant en histoire-géographie (66) ; **Jean Dubessy**, directeur de recherche honoraire au CNRS, syndicaliste (57) ; **Hélène Dubos**, enseignante de lycée (93) ; **Laurence Ducerf**, professeur, syndicaliste et parent d'un élève de terminale (73) ; **Martine Dupuy**, professeur des écoles, initiatrice du *Manifeste pour la reconquête d'une école qui instruit* (13) ; **Baptiste Duval**, formateur-enseignant au GRETA de l'Eure ; **Sylvie Fol**, professeur en Aménagement et urbanisme à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; **Joëlle Fontaine**, professeur d'histoire-géographie, retraitée (92) ; **Mariette Gaillard**, syndicaliste enseignante (93) ; **Sylvette Gall**, professeur d'Allemand retraitée (13) ; **Laurence Giavarini**, MCF en littérature française, université de Bourgogne, association *Sauvons l'Université !* ; **Alain Gluckstein**, syndicaliste enseignant (93) ; **Pauline Guinard**, maître de conférences en géographie, Ecole Normale Supérieure (rue d'Ulm) ; **Sarah Hatchuel**, professeure des universités, études anglophones, Université Le Havre Normandie ; **Sophie Hooge**, maître de conférences en Gestion, Mines Paris Tech ; **Simon Hoscheit**, professeur de lycée (55) ; **Pierre Jallot**, professeur d'histoire-géographie, syndicaliste (74) ; **Gisèle Jamet**, professeur d'histoire-géographie du secondaire, syndiquée, retraitée (75) ; **Michaël Jouteux**, syndicaliste enseignant (69) ; **Samya Kaboub**, syndicaliste enseignante, mère d'un enfant en terminal, (93) ; **Fadi Kassem**, professeur agrégé d'histoire, collège Paul Eluard de Guyancourt ; **Donna Kesselman**, professeure, Université Paris-Est Créteil ; **Irène Kotcheff**, syndicaliste enseignante (93) ; **Annie Lacroix-Riz**, professeur émérite d'histoire contemporaine, Paris 7, syndiquée ; **Marie Liandier**, professeur des écoles (13) ; **Jack Lefebvre**, syndicaliste enseignant (78) ; **Olivier Long**, maître de conférences, Faculté des Arts, université Paris1 Panthéon-Sorbonne ; **Marion Mare**, professeur de géographie en classes préparatoires littéraires, Lycée Montaigne (Bordeaux) ; **Richard Martin**, directeur du Théâtre Toursky à Marseille ; **Vincent Metzinger**, syndicaliste enseignant (57) ; **Monica Michlin**, PR études américaines contemporaines, Université Paul Valéry Montpellier 3 ; **Alain Moissette**, universitaire (59) ; **Dominique Mouhanna**, professeur de physique, Université Pierre et Marie Curie (75) ; **Marc Mouhanna**, enseignant en philosophie, syndicaliste (93) ; **Adrien Normand**, syndicaliste universitaire (21) ; **Claire Pezière-Sellier**, conseillère municipale (84) ; **Marion Picard**, enseignante en histoire-géographie (93) ; **Pierre Pino**, syndicaliste, Université de Lorraine ; **Nathalie Ponsard**, maître de conférences en histoire contemporaine, Clermont ; **Véronique Rauline**, maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre ; **Emmanuel Renault**, professeur de philosophie, Université Paris Nanterre ; **Françoise Risterucci**, parent d'élève et syndicaliste (13) ; **Valérie Robert**, MCF en études germaniques, Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3 ; **Ivan Romeuf**, acteur, metteur en scène et syndicaliste (13) ; **Philippe Roms**, directeur d'école retraité (13) ; **Luc Salaville**, professeur des écoles (13) ; **Gisèle Tamisier**, grand-mère, pharmacienne retraitée (13) ; **Régis Thiery**, maître de conférences, Université Clermont-Auvergne ; **Gérard Tollet**, enseignant en électronique, Université Paris 12, syndicaliste ; **Fatoumata Touré**, étudiante en PACES 1^{ère} année (93) ; **Jérôme Valluy**, maître de conférences en science politique à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1).

Je m'associe à cet appel.

Nom, prénom	Adresse, courriel	Signature	Ma signature est publique	
			OUI	NON

A retourner à : manifestecole@gmail.com

Il est possible de signer cet appel en ligne en utilisant ce lien internet : <http://manifestecole.fr/signer3.php>